



## **Reprise des combats en RDC\_ L'accord de paix du 17 décembre à Pretoria vole en éclats.**

**AYAD Christophe**

«Historique», avait salué la communauté internationale ! L'accord de paix du 17 décembre 2002, à Pretoria, devait mettre fin à la «Première Guerre mondiale africaine». Devait, car il n'a pas fallu moins d'une semaine pour que la «paix», signée sous l'intense pression de la communauté internationale et de l'hôte sud-africain, désireux de remporter enfin un succès diplomatique, vole en éclats. Pendant la paix, la guerre se poursuit et reprend même de plus belle. Comme si le partage des postes de pouvoir avait encore un peu plus aiguisé les appétits des belligérants.

Depuis le début de la semaine, des combats de grande ampleur opposent le Mouvement de libération du Congo (MLC), de Jean-Pierre Bemba, l'un des quatre futurs vice-présidents, au Rassemblement congolais pour la démocratie-Mouvement de libération (RCD-ML), de Mbusa Nyamwisi, une milice proche du gouvernement de Kinshasa, dans le nord-est du pays. Limitrophe de l'Ouganda, la région de l'Ituri regorge d'or, de diamants et de pétrole et représente pour les différents groupes rebelles un «coffre fort» appréciable. Les hommes de Bemba, armés par la Libye et alliés à un autre petit mouvement, le Rassemblement congolais pour la démocratie-National (RCD-N) se sont rapprochés à quelques dizaines de kilomètres de la ville de Beni. Terrorisées, les populations fuient vers l'est : 30 000 réfugiés seraient «en réel danger». Quelque 70 000 des 300 000 habitants de Beni ont quitté la ville, selon l'ONG britannique Emergency Relief International.

Des humanitaires et l'évêque de la ville voisine de Butembo, Mgr Melchisedek, accusent les hommes de Bemba de «se livrer aux pires atrocités, contraignant leurs prisonniers à manger des organes d'hommes tués, en particulier des Pygmées». De nombreux enfants soldats ont été recrutés dans cette campagne lugubrement baptisée «Effacez le tableau». Plus au sud, des combats opposent les rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), soutenu par le Rwanda, aux miliciens Maï Maï, alliés de Kinshasa, dans la région d'Uvira. Les affrontements, qui auraient fait de nombreux morts, se sont concentrés autour de la localité de Baraka, reprise par le RCD. Selon des sources Maï Maï, des combats se poursuivent sur les hauteurs d'Uvira. Le Congo-Kinshasa compte quelque 2, 5 millions de déplacés. Autant que le nombre de morts depuis le début de la guerre en 1998. Qu'il s'agisse du contrôle de territoires ou de ressources stratégiques, les combats de ces derniers jours traduisent la nervosité des belligérants et de leurs «parrains» étrangers qui craignent de voir leurs positions figées par l'accord de Pretoria. Dans Kinshasa aussi, une féroce compétition pour le pouvoir est ouverte.

L'architecture complexe des accords de paix prévoit en effet un partage des postes gouvernementaux à presque tous les échelons, qui a attisé les ambitions plus qu'il n'a satisfait les signataires. Pas moins de huit composantes de la société congolaise ont ratifié le texte : le gouvernement, cinq mouvements rebelles, l'opposition non armée et la société civile. Déjà, neuf candidats de l'opposition non armée, dont l'éternel opposant Tshisekedi, se sont déclarés pour un seul poste de viceprésident.

Inquiet, le Conseil de sécurité a condamné la reprise des combats dans le nord-est du pays et demandé à toutes les parties d'y «mettre immédiatement un terme». Il en va de la crédibilité des accords de Pretoria... et de la sienne.